

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

Art. 20. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het uitvoeringsbesluit ervan in werking treedt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 juli 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waalse Parlement, 803 (2007-2008). Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 15 juli 2008.

Bespreking - Stemmingen.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 2773

[2008/202934]

17 JUILLET 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, en particulier les articles 6, 16, 21, 27 et 28;

Vu le décret du 28 mai 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression et les mesures de réparation des infractions en matière d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 mai 2006 et le 18 mars 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 juin 2006;

Vu l'avis de la Commission régionale des déchets, donné le 6 juillet 2006;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 21 septembre 2006;

Vu l'avis 43.382/2/V du Conseil d'Etat donné le 28 août 2007 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Généralités*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o déchet : déchet tel que défini par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2^o usager : ménage producteur de déchets et bénéficiaire du service de gestion des déchets rendu par la commune;

3^o espaces d'apports volontaires : points fixes de collecte, à l'exception des parcs à conteneurs;

4^o PMC : déchets d'emballages composés de bouteilles et flacons en plastique, emballages métalliques et cartons à boissons;

5^o agent constatateur : agent désigné par le conseil communal, en ce compris l'agent proposé par l'intercommunale à laquelle la commune a confié en tout ou en partie la gestion des déchets, en vue de constater les infractions environnementales, et répondant aux conditions du décret du 28 mai 2008 relatif à la recherche, la constatation, la poursuite, la répression et les mesures de réparation des infractions en matière d'environnement;

6^o infraction environnementale : fait constitutif d'infraction aux lois et décrets en matière d'environnement, et incriminé en tout ou en partie par voie de règlement communal;

7^o Ministre : le Ministre qui a la Politique des déchets dans ses attributions;

8^o décret : décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

9° office : l'Office wallon des déchets, tel que visé par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

CHAPITRE II. — *Des conditions de l'octroi des subventions*

Art. 2. Seules les communes et les associations de communes dûment mandatées peuvent bénéficier des subventions faisant l'objet du présent arrêté.

Art. 3. La commune transmet annuellement à l'Office les éléments et pièces justificatives attestant du respect de l'article 21 du décret et des mesures prises en exécution de celui-ci pour l'exercice suivant.

Art. 4. La commune, ou l'association de communes dont elle est membre, organise l'accès de ses citoyens à un parc à conteneurs, d'initiative communale ou intercommunale, ou a reçu la promesse ferme de subvention du Ministre pour une telle infrastructure.

Le parc à conteneurs visé à l'alinéa premier, existant ou en projet, permet de collecter sélectivement au moins quatorze des catégories de déchets suivants :

- 1° les déchets inertes;
- 2° les encombrants ménagers;
- 3° les déchets d'équipements électriques et électroniques;
- 4° les déchets verts;
- 5° les déchets de bois;
- 6° les papiers et cartons;
- 7° le verre de couleur et le verre blanc;
- 8° les plastiques recyclables;
- 9° les PMC;
- 10° le textile;
- 11° les métaux;
- 12° les huiles et graisses usagées à usage alimentaire;
- 13° les huiles usagées autres que sub 11;
- 14° les piles;
- 15° les déchets spéciaux des ménages;
- 16° les déchets d'amiante-ciment;
- 17° les pneus.

Les usagers ont un accès gratuit à tous les parcs à conteneurs gérés par leur commune ou l'association de communes dont leur commune est membre. Les usagers provenant du territoire d'une association de communes ont accès aux parcs à conteneurs d'une autre association de communes et le coût du service rendu par le prestataire est couvert préalablement par la commune dont ils sont issus, par eux-mêmes ou par toute autre disposition conventionnelle.

Art. 5. § 1^{er}. La commune ou l'association de communes dont elle est membre transmet à l'Office pour le 30 juin de l'année qui suit l'exercice concerné :

- 1° les données relatives aux statistiques par commune, selon le modèle établi par l'Office;
- 2° les données relatives au nombre de bulles à verre, au nombre de points de collecte de verre et aux quantités de verre collectées.

§ 2. La commune transmet à l'Office avant le 30 juin de l'année qui suit l'exercice concerné :

- 1° les données relatives aux quantités collectées dans les parcs à conteneurs communaux non repris dans un réseau mutualisé géré par une association de communes;
- 2° le règlement de police communal applicable aux déchets, quand celui-ci a été modifié.

Art. 6. La commune ou l'association de communes dont elle est membre transmet à l'Office au plus tard le 30 septembre de l'année qui suit l'exercice concerné, le rapport annuel à l'assemblée générale de l'association de communes.

Art. 7. Si la commune est membre d'une association de communes, cette dernière transmet à l'Office, dans les deux mois de son approbation par l'assemblée générale, une copie de son plan stratégique de gestion des déchets ménagers.

Art. 8. La commune, ou l'association de communes dont elle est membre, prend les dispositions nécessaires pour favoriser la réutilisation de déchets, le cas échéant par les associations et sociétés à finalité sociale visées à l'article 6, § 5, du décret, et notifie ces dispositions à l'Office.

Art. 9. La commune ou l'association de communes dont elle est membre s'engage :

1° à accepter dans les parcs à conteneurs les déchets soumis à l'obligation de reprise selon les conditions déterminées dans la réglementation, dans les conventions environnementales ou en vertu d'autres obligations ou conventions y afférentes, et à réclamer à la personne soumise à l'obligation de reprise de déchets, ou à l'organisme assurant la gestion de l'obligation de reprise pour son compte, un prix assurant la couverture des coûts d'investissement et de fonctionnement de l'installation subventionnée liés à la gestion de ces déchets et ristourner annuellement à la Région la part du montant perçu qui correspond aux subsides et aides régionales pour l'installation, selon les modalités arrêtées par le Gouvernement;

2° à surveiller la bonne exécution des marchés attribués par la Région ou subsidiés en tout ou en partie par la Région, ayant pour objet la collecte de certains flux de déchets ménagers selon les dispositions fixées par l'Office. La surveillance implique d'informer la Région quant à la qualité du service rendu, et d'effectuer des contrôles sur l'exactitude des poids sur les bordereaux d'enlèvement des déchets.

Art. 10. La commune adopte un règlement relatif à la collecte des déchets, dont elle informe régulièrement ses citoyens, conformément à l'article 21 du décret.

Ce règlement doit par ailleurs :

- 1° dissuader le mélange aux ordures brutes des déchets pour lesquels une collecte sélective en porte à porte est organisée sur son territoire;
- 2° obliger les agriculteurs et les entreprises agricoles à remettre leurs emballages dangereux dans les points de collecte prévus à cet effet ou à faire appel à un collecteur agréé;

3° obliger les médecins, dentistes, vétérinaires et prestataires de soins à domicile de la commune à utiliser un centre de regroupement ou à faire appel à un collecteur agréé pour se débarrasser de leurs déchets hospitaliers et de soins de santé de classe B2 au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 1994 relatif aux déchets hospitaliers et de soins de santé.

Art. 11. La commune ou l'association de communes dont elle est membre, développe des actions de prévention et de réutilisation pour les déchets résultant de ses propres activités, notamment par l'inclusion de clauses environnementales dans ses marchés de travaux, de fournitures et/ou de services. Elle notifie ces actions à l'Office pour le 30 juin au plus tard.

CHAPITRE III. — *Objet des subventions*

Art. 12. Dans les limites budgétaires de l'Office, peuvent faire l'objet d'une subvention :

1° l'organisation d'une ou plusieurs campagnes de sensibilisation, d'information et d'actions en matière de prévention des déchets ménagers. A partir du 1^{er} janvier 2009, ces campagnes doivent être menées dans le cadre des axes directeurs de prévention des déchets et de communication définis par le Ministre et doivent être organisées de manière concertée sur l'ensemble du territoire wallon. Les projets de campagnes sont notifiés à l'Office préalablement à leur mise en œuvre, sur le modèle défini par l'Office, au plus tard le 31 décembre de l'année qui précède leur réalisation ou, en cours d'exercice, au plus tard deux mois avant leur réalisation. Aucune subvention ne sera accordée pour la réalisation d'outils de prévention lorsque des outils similaires ou équivalents sont disponibles à l'échelon régional;

2° la collecte sélective en porte à porte de la fraction organique des ordures ménagères, destinée au recyclage, conformément aux exigences de qualité préconisées par l'exploitant de l'unité de recyclage en vue d'une application en agriculture, horticulture, viticulture, sylviculture ou culture maraîchère et pour autant que cette application soit réalisée. La collecte des déchets de jardin ou verts n'est pas visée par la présente disposition;

3° la collecte sélective en porte à porte, en vue de leur recyclage, des déchets de papiers, à l'exclusion des déchets d'emballages, pour autant que cette collecte soit organisée au moins six fois par an, en même temps que la collecte des déchets de papiers et cartons d'emballages, ou, moyennant l'accord préalable du Ministre de l'Environnement, la collecte sélective par apport volontaire dans le cas où la collecte des emballages ménagers est organisée au moyen d'espaces d'apports volontaires;

4° la collecte, le recyclage et la valorisation énergétique des déchets de plastiques agricoles non dangereux, pour autant que cette collecte soit organisée au moins une fois par an durant une période d'une semaine ou, moyennant avis préalable de l'Office, par une collecte ayant un effet équivalent;

5° la collecte sélective des déchets d'amiante-ciment, pour autant que cette collecte soit organisée dans un espace autorisé et contrôlé, selon des modalités ayant fait l'objet d'un accord préalable de l'Office.

Art. 13. Dans les limites des crédits disponibles, peuvent faire l'objet d'une subvention, l'engagement ou le maintien d'agents constatateurs affectés exclusivement au constat des infractions environnementales, pour autant que les conditions complémentaires suivantes soient respectées :

1° les communes disposent d'un règlement de police précisant les infractions environnementales sanctionnées par la commune et appliquant le tarif d'amendes administratives déterminé au plan régional;

2° les communes établissent et mettent en œuvre un plan d'actions en vue de lutter contre les infractions environnementales. Dans ce cadre, elles mettent notamment en place une ou des campagnes régulières de prévention et de sensibilisation aux infractions environnementales relatives aux déchets et à la propreté, dans le respect des axes stratégiques définis le cas échéant par le Ministre;

3° les communes affichent de manière visible sur leur territoire le tarif des amendes visées au point 1. Le Ministre précise les modalités d'affichage, en ce compris les mentions à faire figurer sur les affiches.

Les communes adressent leur demande au Ministre, accompagnée du plan d'actions visé au point 2 et du Règlement de Police visé au point 1, au plus tard le 30 septembre de l'année qui précède. Sur le rapport de l'Office, le Ministre peut leur accorder une promesse ferme de subvention. La décision leur est notifiée dans un délai de nonante jours calendrier à dater de la réception de la demande et précise le montant maximum de la subvention pouvant leur être accordée. A défaut de notification dans le délai, l'action n'est pas subsidiable.

CHAPITRE IV. — *Du montant des subventions*

Art. 14. La subvention des campagnes visées à l'article 12, 1°, s'élève au montant maximum d'1 euro par habitant et par an, sans dépasser 75 % des coûts de la ou des campagnes de prévention supportés par la commune ou l'association de communes.

La moitié de cette subvention a trait à des opérations décidées et mises en œuvre à l'échelon communal; l'autre moitié porte sur les coûts des campagnes que les associations de communes organisent en concertation avec la Région.

Les frais de personnel sont subsidiables à concurrence de maximum 50 % des coûts des campagnes, pour autant que ce personnel soit affecté effectivement aux actions de prévention, justificatifs à l'appui.

Le montant de la subvention calculé conformément aux alinéas qui précèdent est majoré de 10 % pour les communes ayant adopté un Agenda 21 local.

La subvention est calculée sur la base du chiffre de la population de droit, arrêté par le Ministre fédéral qui a les Affaires économiques dans ses attributions, au 1^{er} janvier de l'année de réalisation de l'action.

Art. 15. La subvention des actions visées à l'article 12, 2°, s'élève, par tonne collectée sélectivement dans le respect des exigences de qualité visées par cette disposition, à 32,5 euros.

Art. 16. La subvention des actions visées à l'article 12, 3°, est équivalente au coût réel de la collecte et du recyclage des déchets de papier non couvert par une obligation de reprise. Le montant de la subvention est diminué à concurrence du bénéfice éventuellement dégagé par la vente des déchets de papier et est augmenté à concurrence du coût de la vente des déchets de papier.

Le coût réel visé au premier alinéa est calculé en tenant compte du pourcentage de déchets d'emballage déterminé par la Commission interrégionale de l'emballage et en excluant la quantité de déchets de papier couvert par une obligation de reprise déterminé dans le cadre de chaque obligation de reprise.

Art. 17. La subvention des actions visées à l'article 12, 4°, est équivalente au coût réel de la collecte, du recyclage et de la valorisation, avec un maximum de 1.500 euros par an et par commune.

Art. 18. La subvention des actions visées à l'article 12, 5° est équivalente à 50 % du coût de la collecte, du regroupement éventuel et de l'élimination des déchets d'amiante-ciment provenant exclusivement de l'activité usuelle des ménages.

Art. 19. La subvention des actions visées à l'article 13 est équivalente à 20.000 euros par équivalent temps plein, avec un maximum de :

- 1° 20.000 euros pour les communes de moins de 10 000 habitants;
- 2° 40.000 euros pour les communes de 10 000 à moins de 25 000 habitants;
- 3° 60.000 euros pour les communes de 25 000 habitants et plus.

Pour le calcul du subside, le nombre d'habitants arrêté au 1^{er} janvier de l'exercice concerné est calculé sous la forme d'équivalents-habitants selon les modalités suivantes :

- 1° personne inscrite au registre de la population ou des étrangers de la commune : un équivalent-habitant;
- 2° étudiant non domicilié dans la commune et dont le logement est déclaré à la commune : 0.5 équivalent-habitant;
- 3° occupants d'une résidence secondaire : un équivalent-habitant par résidence secondaire;
- 4° touristes : un équivalent-habitant multiplié par la capacité maximale d'hébergement des établissements d'hébergement touristiques.

Dans l'hypothèse où une commune bénéficie d'aides à la promotion de l'emploi pour des actions visées à l'article 13, les montants prévus au présent article sont réduits à concurrence desdites aides.

CHAPITRE V. — *De la procédure de demande et d'octroi des subventions*

Art. 20. § 1^{er}. La commune ou l'association de communes introduit une demande de subsides auprès du Ministre au plus tard le 30 septembre de l'année qui suit l'année de réalisation des actions subsidiables.

La demande de subsides comporte au minimum une déclaration de créance, les factures ainsi que les pièces justificatives y afférentes, les délégations ou actes de dessaisissement éventuel vers l'association de communes, et le formulaire récapitulatif des conditions préalables à l'octroi de subsides établi par l'Office et dûment complété par le demandeur du subside. En cas de dossier incomplet à la date du 30 septembre, ou introduit après la date du 30 septembre, la date du cachet de la poste faisant foi, le montant du subside est réduit de 10 % par trimestre de retard.

Pour les subsides visés à l'article 12, 1°, la demande comporte en outre une évaluation des actions menées conformément au modèle défini par l'Office.

Pour les subsides visés à l'article 13, la demande comporte en outre un rapport d'activités relatif aux missions effectuées par l'agent subventionné, précisant notamment le nombre de constats dressés et de transactions opérées, le suivi apporté aux procès-verbaux, et au plan d'actions et de sensibilisation.

§ 2. Le subside est accepté ou refusé en tout ou en partie sur la base du rapport établi par l'Office sur la bonne exécution des actions, sur le respect des conditions établies par le présent arrêté, notamment le taux de répercussion des coûts sur les usagers visé à l'article 21 du décret, et sur le respect, par la commune ou l'association de communes, des règles en matière de marchés publics.

La subvention relative aux actions exécutées par une association de communes sur délégation ou dessaisissement est payée directement à l'association de communes pour autant que celle-ci ait été expressément mandatée pour la percevoir. Elle est amputée de la part afférente à la commune ayant manqué aux obligations visées au présent arrêté.

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 21. Les articles 17 à 25 et 35 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 1998 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets sont abrogés.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les actions subsidiables réalisées avant le 1^{er} janvier 2009 et les subventions engagées à charge du budget avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent régies par l'arrêté du 30 avril 1998 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets.

Art. 22. La subvention des actions visées à l'article 13 entre en vigueur à la date déterminée par le Gouvernement. Les actions visées à l'article 12, 5° sont subsidiables à partir du 1^{er} juillet 2008.

Art. 23. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2007 relatif au financement des installations de gestion des déchets, un point 10 est ajouté, libellé comme suit :

"10° PMC : déchets d'emballages composés de bouteilles et flacons en plastique, emballages métalliques et cartons à boissons".

A l'article 7, § 2, a), du même arrêté, le mot "treize" est remplacé par le mot "quatorze", le mot "recyclables" est ajouté au point 8 après les mots "les plastiques", et un point 17 est ajouté, libellé comme suit :

"17° les PMC."

Art. 24. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juillet 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 2773

[2008/202934]

17. JULI 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere der Artikel 6, 16, 21, 27 und 28;

Aufgrund des Dekrets vom 28. Mai 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen;

Aufgrund der am 22. Mai 2006 und 18. März 2008 abgegebenen Gutachten der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 8. Juni 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 6. Juli 2006 abgegebenen Gutachtens der Regionalkommission für Abfälle;

Aufgrund des am 21. September 2006 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 28. August 2007 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 43.382/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeines***Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Abfall: Abfall, wie er im Sinne des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle definiert wird;

2° Benutzer: abfallerzeugender Haushalt und Leistungsempfänger des von der Gemeinde geleisteten Dienstes für die Abfallbewirtschaftung;

3° Flächen für freiwilliges Hinbringen: feste Sammelstellen, mit Ausnahme der Containerparks;

4° PMK: Verpackungsabfälle, die aus Kunststoffflaschen und -flakons, Metallverpackungen und Getränkekartons bestehen;

5° feststellender Bediensteter: der vom Gemeinderat bezeichnete Bedienstete, einschließlich des Bediensteten, der von der Interkommunalen, der die Gemeinde die gesamte oder teilweise Abfallbewirtschaftung anvertraut hat, vorgeschlagen wird, der die Bedingungen des Dekrets vom 28. Mai 2008 über die Ermittlung, Feststellung, Verfolgung und Unterdrückung der Verstöße und die Wiederherstellungsmaßnahmen im Umweltbereich erfüllt;

6° Umweltverstoß: der Tatbestand, der für einen Verstoß gegen die Gesetze und Dekrete in Sachen Umwelt grundlegend ist und der völlig oder teilweise mittels einer Gemeinderegelung als Straftat eingestuft werden kann;

7° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Abfallpolitik gehört;

8° Dekret: Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

9° Amt: das "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle), wie es im Sinne des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle definiert wird.

KAPITEL II — *Bedingungen für die Gewährung der Zuschüsse***Art. 2** - Lediglich die ordnungsgemäß bevollmächtigten Gemeinden und Gemeindevereinigungen können die in dem vorliegenden Erlass erwähnten Zuschüsse in Anspruch nehmen.**Art. 3** - Die Gemeinde übermittelt dem Amt jährlich die Elemente und Belege, die die Einhaltung des Artikels 21 des Dekrets und die in dessen Ausführung getroffenen Maßnahmen bescheinigen.**Art. 4** - Die Gemeinde oder die Gemeindevereinigung, deren Mitglied sie ist, organisiert den Zugang ihrer Bürger zu einem Containerpark kommunaler oder interkommunaler Initiative oder hat vom Minister die feste Zusage für einen Zuschuss zwecks einer solchen Infrastruktur erhalten.

Mittels des im ersten Absatz erwähnten bereits vorhandenen oder geplanten Containerparks können mindestens vierzehn der folgenden Kategorien von Abfällen selektiv gesammelt werden :

1° inerte Abfälle;

2° Haushaltssperrmüll;

3° Abfälle aus elektrischen und elektronischen Ausstattungen;

4° Grünabfälle;

5° Holzabfälle;

6° Papier und Pappe;

7° Buntglas und Weißglas;

8° wiederverwertbare Kunststoffe;

9° PMK;

10° Textilien;

11° Metalle;

12° Altspeiseöle und -fette;

13° andere Altöle als unter 11° angegeben;

14° Batterien;

15° Sonderabfälle aus Haushalten;

16° Asbestzementabfälle;

17° Altreifen;

Die Benutzer haben kostenlos Zugang zu allen von ihrer Gemeinde oder von der Gemeindevereinigung, deren Mitglied ihre Gemeinde ist, verwalteten Containerparks. Die Benutzer aus dem Gebiet einer Gemeindevereinigung haben Zugang zu den Containerparks einer anderen Gemeindevereinigung und die Kosten für den vom Dienstleistungserbringer erwiesenen Dienst werden vorher von der Gemeinde, aus der sie stammen, von ihnen selbst oder durch jede andere Vertragsbestimmung gedeckt.

Art. 5 - § 1. Die Gemeinde oder die Gemeindevereinigung, deren Mitglied sie ist, übermittelt dem Amt bis zum 30. Juni des Jahres, das auf das betroffene Haushaltsjahr folgt:

1° die Daten bezüglich der Statistiken pro Gemeinde nach dem vom Amt erstellten Muster;

2° die Daten bezüglich der Anzahl Altglascontainer, der Anzahl Glassammelstellen und der gesammelten Altglasmengen.

§ 2. Die Gemeinde übermittelt dem Amt vor dem 30. Juni des Jahres, das auf das betroffene Haushaltsjahr folgt:

1° die Daten bezüglich der gesammelten Mengen, die in den kommunalen Containern gesammelt werden, die nicht in einem von einer Gemeindevereinigung verwalteten mutualisierten Netz aufgenommen sind;

2° die auf die Abfälle anwendbare kommunale Polizeiverordnung, falls diese abgeändert wurde.

Art. 6 - Die Gemeinde oder die Gemeindevereinigung, deren Mitglied sie ist, übermittelt dem Amt spätestens bis zum 30. September des Jahres, das auf das betroffene Haushaltsjahr folgt, den Jahresbericht an die Generalversammlung der Gemeindevereinigung.

Art. 7 - Wenn die Gemeinde Mitglied einer Gemeindevereinigung ist, übermittelt die Letztere innerhalb von zwei Monaten ab ihrer Genehmigung durch die Generalversammlung eine Abschrift ihres strategischen Plans zur Bewirtschaftung der Haushaltsabfälle.

Art. 8 - Die Gemeinde oder die Gemeindevereinigung, deren Mitglied sie ist, trifft die erforderlichen Vorkehrungen, um die Wiederverwendung von Abfällen gegebenenfalls durch die in Artikel 6, § 5, des Dekrets erwähnten Vereinigungen und Unternehmen mit sozialer Zielsetzung zu fördern und stellt dem Amt diese Vorkehrungen zu.

Art. 9 - Die Gemeinde oder die Gemeindevereinigung, deren Mitglied sie ist, verpflichtet sich:

1° in den Containerparks die Abfälle anzunehmen, die einer Rücknahmepflicht gemäß den in der Regelung, in den Umweltvereinbarungen oder aufgrund anderer damit verbundenen Verpflichtungen oder Vereinbarungen festgelegten Bedingungen unterliegen, und von der zu einer Rücknahmepflicht der Abfälle verpflichteten Person oder von der Einrichtung, die für deren Rechnung die Verwaltung der Rücknahmepflicht übernimmt, einen Preis zu verlangen, der die mit der Bewirtschaftung dieser Abfälle verbundenen Investitions- und Betriebskosten der oben erwähnten Anlage deckt, und der Region jährlich den Teil des vereinnahmten Betrags rückzuvorgüten, der den Zuschüssen und den regionalen Beihilfen für die Anlage entspricht, und zwar gemäß den von der Regierung verabschiedeten Modalitäten;

2° die ordnungsgemäße Durchführung der von der Region vergebenen oder völlig oder teilweise von der Region bezuschussten Aufträge zwecks der Sammlung bestimmter Hausmüllaufkommen gemäß den vom Amt festgelegten Bestimmungen zu überwachen. Die Überwachung besteht unter anderem darin, die Region hinsichtlich der Qualität des erwiesenen Dienstes zu informieren und Kontrollen bezüglich der Richtigkeit der auf den Abfallabfuhrscheinen angegebenen Gewichte durchzuführen.

Art. 10 - Die Gemeinde verabschiedet eine Regelung über die Sammlung der Abfälle, über die sie die Einwohner gemäß Artikel 21 des Dekrets regelmäßig informiert.

Diese Verordnung muss außerdem:

1° der Vermischung der Abfälle, für die die Gemeinde auf ihrem Gebiet eine selektive Sammlung von Haus zu Haus organisiert hat, mit groben Abfällen entgegenwirken;

2° die Landwirte und landwirtschaftlichen Betriebe dazu verpflichten, ihre gefährlichen Verpackungen bei den zu diesem Zweck vorgesehenen Sammelstellen abzugeben oder auf die Dienste eines zugelassenen Sammlers zurückzugreifen;

3° die Ärzte, Zahnärzte, Tierärzte und Dienstleistungserbringer im Bereich der ärztlichen Hauspflege dazu verpflichten, ein Zwischenlagerungszentrum zu benutzen oder auf die Dienste eines zugelassenen Sammlers zurückzugreifen, um sich ihrer Abfälle der Klasse B2 aus Krankenhäusern und der Gesundheitspflege im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Juni 1994 über die Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege zu entledigen.

Art. 11 - Die Gemeinde oder die Gemeindevereinigung, deren Mitglied sie ist, entwickelt Vermeidungs- und Wiederverwertungsaktionen für die Abfälle aus ihren eigenen Tätigkeiten, insbesondere durch die Miteinbeziehung von Umweltklauseln in ihre Bau-, Liefer- und/oder Dienstleistungsaufträge. Sie stellt dem Amt spätestens bis zum 30. Juni diese Aktionen zu.

KAPITEL III — *Gegenstand der Zuschüsse*

Art. 12 - Im Rahmen der Haushaltsmittel des Amtes können Zuschüsse für Folgendes gewährt werden:

1° die Organisation einer oder mehrerer Sensibilisierungs-, Informations- und Aktionskampagnen in Sachen Vermeidung von Haushaltsabfällen. Ab dem 1. Januar 2009 müssen diese Kampagnen im Rahmen der vom Minister festgelegten Hauptzielrichtungen für die Abfallvermeidung und Kommunikation geführt und auf konzertierte Weise auf dem gesamten wallonischen Gebiet organisiert werden. Die Entwürfe der Kampagnen werden dem Amt vor deren Einleitung spätestens bis zum 31. Dezember des Jahres vor ihrer Verwirklichung oder im Laufe des Haushaltsjahres spätestens zwei Monate vor ihrer Verwirklichung nach dem vom Amt festgelegten Muster zugestellt. Für die Einsetzung von Vermeidungsmitteln wird kein Zuschuss gewährt, wenn ähnliche oder gleichwertige Mittel auf regionaler Ebene zur Verfügung stehen;

2° die selektive Sammlung von Haus zu Haus der zum Recycling bestimmten organischen Fraktion des Hausmülls gemäß den von dem Betreiber der Recyclinganlage für eine Anwendung in der Landwirtschaft, im Garten- und Weinbau, in der Forstwirtschaft oder im Gemüsebau empfohlenen Qualitätsansprüchen. Die Sammlung der Garten- oder Grünabfälle ist nicht von der vorliegenden Bestimmung betroffen;

3° die selektive Sammlung von Haus zu Haus der Papierabfälle im Hinblick auf deren Recycling, mit Ausnahme der Verpackungsabfälle, insofern diese Sammlung mindestens sechsmal im Jahr organisiert wird, gleichzeitig mit der Sammlung der Verpackungspapier- und -kartonabfälle, oder - unter Vorbehalt des vorhergehenden Einverständnisses des Ministers der Umwelt - die selektive Sammlung durch freiwilliges Hinbringen, falls die Sammlung der Haushaltsverpackungen mittels Flächen für freiwilliges Hinbringen organisiert wird;

4° die Sammlung, das Recycling und die energetische Verwertung der nicht gefährlichen landwirtschaftlichen Kunststoffabfälle, insofern diese Sammlung mindestens einmal im Jahr während eines Zeitraums von einer Woche organisiert wird oder - unter Vorbehalt des vorhergehenden Einverständnisses des Amtes - eine Sammlung mit gleichwertiger Wirkung organisiert wird;

5° die selektive Sammlung der Asbestzementabfälle, insofern diese Sammlung auf einer zugelassenen und kontrollierten Fläche nach Modalitäten organisiert wird, die vorher vom Amt genehmigt worden sind.

Art. 13 - Im Rahmen der verfügbaren Mittel können die Anstellung oder Beibehaltung von feststellenden Bediensteten, die ausschließlich für die Feststellung der Umweltverstöße bestimmt sind, bezuschusst werden, insofern folgende zusätzliche Bedingungen erfüllt werden:

1° die Gemeinden verfügen über eine Polizeiverordnung, in der die von der Gemeinde unter Strafe gestellten Umweltverstöße angegeben und der auf regionaler Ebene festgelegte Bußgeldtarif angewandt wird;

2° die Gemeinden erstellen und verwirklichen einen Aktionsplan zur Bekämpfung der Umweltverstöße. In diesem Rahmen führen sie unter Einhaltung der gegebenenfalls vom Minister festgelegten strategischen Zielrichtungen eine oder mehrere regelmäßige Vermeidungs- und Sensibilisierungskampagnen in Bezug auf die Umweltverstöße, die sich auf die Abfälle und die Sauberkeit beziehen;

3° die Gemeinden schlagen auf ihrem Gebiet den in Punkt 1 erwähnten Bußgeldtarif leserlich an. Der Minister legt die Anschlagmodalitäten fest, einschließlich der Vermerke, die auf den Anschlägen anzugeben sind.

Die Gemeinden richten ihren Antrag spätestens bis zum 30. September des vorhergehenden Jahres unter Befügung des in Punkt 2 erwähnten Aktionsplans und der in Punkt 1 erwähnten Polizeiverordnung an den Minister. Dem Bericht des Amtes zufolge kann der Minister ihnen eine feste Zusage für den Zuschuss geben. Der Beschluss wird ihnen innerhalb einer Frist von 90 Kalendertagen ab dem Eingang des Antrags zugestellt und enthält den Höchstbetrag des Zuschusses, der gewährt werden kann. Falls die Zustellung nicht innerhalb dieser Frist erfolgt, ist die Aktion nicht bezuschussbar.

KAPITEL IV — Betrag der Zuschüsse

Art. 14 - Der Zuschuss für die in Artikel 12, 1°, erwähnten Kampagnen beläuft sich auf den Höchstbetrag von 1 Euro pro Einwohner und pro Jahr, ohne 75 % der von der Gemeinde oder der Gemeindevereinigung getragenen Kosten für die Vermeidungskampagne(n) zu überschreiten.

Die Hälfte dieses Zuschusses bezieht sich auf Maßnahmen, die auf kommunaler Ebene entschieden und eingeleitet werden; die andere Hälfte bezieht sich auf die Kosten für die Kampagnen, die die Gemeindevereinigungen im Einvernehmen mit der Region organisieren.

Die Personalkosten sind bis zu einem Höchstbetrag von 50 % der Kosten für die Kampagnen bezuschussbar, insofern dieses Personal tatsächlich für die Vermeidungsaktionen eingesetzt wird, was durch Belege zu unterstützen ist.

Der gemäß den vorhergehenden Absätzen zu berechnende Betrag des Zuschusses wird für die Gemeinden, die eine lokale Agenda 21 verabschiedet haben, um 10 % erhöht.

Der Zuschuss wird auf der Grundlage der Rechtsbevölkerungszahlen berechnet, die von dem Föderalminister der Wirtschaftsangelegenheiten am 1. Januar des Jahres, in dem die Aktion erfolgt, festgelegt wurden.

Art. 15 - Der Zuschuss der in Artikel 12, 2° erwähnten Aktionen beläuft sich je unter Einhaltung der in dieser Bestimmung erwähnten Qualitätsansprüche selektiv gesammelte Tonne auf 32,5 Euro.

Art. 16 - Der Zuschuss der in Artikel 12, 3° erwähnten Aktionen entspricht den tatsächlichen Kosten für die Sammlung und das Recycling der Papierabfälle, die nicht von der Rücknahmepflicht gedeckt sind. Der Betrag des Zuschusses wird um den eventuell durch den Verkauf von Papierabfällen erzielten Gewinn herabgesetzt und um die Kosten für den Verkauf von Papierabfällen erhöht.

Die im ersten Absatz erwähnten tatsächlichen Kosten werden unter Berücksichtigung des von der interregionalen Verpackungskommission festgelegten Prozentsatzes und unter Ausschluss der Abfallmenge von Papier, das durch eine Rücknahmepflicht gedeckt und im Rahmen einer jeden Rücknahmepflicht festgelegt wird, berechnet.

Art. 17 - Der Zuschuss der in Artikel 12, 4° erwähnten Aktionen entspricht den tatsächlichen Kosten für die Sammlung, das Recycling und die Verwertung, und zwar mit einem Höchstbetrag von 1.500 Euro pro Jahr und pro Gemeinde.

Art. 18 - Der Zuschuss der in Artikel 12, 5° erwähnten Aktionen entspricht 50 % der Kosten für die Sammlung, die eventuelle Zwischenlagerung und die Beseitigung der ausschließlich aus der gewöhnlichen Tätigkeit der Haushalte stammenden Asbestzementabfälle.

Art. 19 - Der Zuschuss der in Artikel 13 erwähnten Aktionen entspricht 20.000 Euro pro Vollzeiteinheit, mit einem Höchstbetrag von

- 1° 20.000 Euro für die Gemeinden von weniger als 10 000 Einwohnern;
- 2° 40.000 Euro für die Gemeinden mit mindestens 10 000 und weniger als 25 000 Einwohnern;
- 3° 60.000 Euro für die Gemeinden von mindestens 25 000 Einwohnern.

Zur Berechnung des Zuschusses wird die am 1. Januar des betroffenen Haushaltsjahres festgelegte Anzahl Einwohner in der Form von Einwohnergleichwerten gemäß den folgenden Modalitäten berechnet:

- 1° im Bevölkerungs- oder Fremdenregister der Gemeinde eingetragene Person: ein Einwohnergleichwert;
- 2° Student, der nicht in der Gemeinde wohnt und dessen Wohnung in der Gemeinde gemeldet ist: 0.5 Einwohnergleichwerte;
- 3° Bewohner einer Zweitwohnung: ein Einwohnergleichwert pro Zweitwohnung;
- 4° Tourist: ein Einwohnergleichwert pro Bett, das beim "Commissariat général au tourisme" (Generalkommissariat für Tourismus) gemeldet ist.

In der Annahme, dass eine Gemeinde Beihilfen zur Beschäftigungsförderung für die in Artikel 13 erwähnten Aktionen in Anspruch nimmt, werden die in dem vorliegenden Artikel vorgesehenen Beträge um die besagten Beihilfen herabgesetzt.

KAPITEL V — Verfahren zur Beantragung und Gewährung der Zuschüsse

Art. 20 - § 1. Die Gemeinde oder Gemeindevereinigung reicht spätestens bis zum 30. September des Jahres, das auf das Jahr der Verwirklichung der bezuschussten Aktionen folgt, einen Antrag auf Zuschüsse beim Minister ein.

Der Antrag auf Zuschüsse enthält mindestens eine Forderungsanmeldung, die damit verbundenen Rechnungen und Belegstücke, die Vollmachterteilungen oder Urkunden einer eventuellen Entbindung zugunsten der Gemeindevereinigung, sowie das vom Amt erstellte und vom Antragsteller des Zuschusses ordnungsgemäß ausgefüllte Übersichtsformular der Vorbedingungen für die Gewährung von Zuschüssen. Falls die Akte am 30. September unvollständig ist oder nach dem 30. September eingereicht wird, wobei das Datum des Poststempels gilt, wird der Betrag des Zuschusses um 10 % pro verspätetes Trimester herabgesetzt.

Für die in Artikel 13 erwähnten Zuschüsse enthält der Antrag außerdem einen Tätigkeitsbericht über die vom bezuschussten Bediensteten durchgeführten Aufgaben, wobei insbesondere die Anzahl der aufgenommenen Protokolle und der eingeleiteten Bußgeldverfahren, die Weiterbearbeitung der Protokolle näher angegeben werden, und über den Aktions- und Sensibilisierungsplan.

§ 2. Der Zuschuss wird völlig oder teilweise auf der Grundlage des vom Amt erstellten Berichts über die ordnungsgemäße Durchführung der Aktionen, über die Einhaltung der durch den vorliegenden Erlass erstellten Bedingungen, insbesondere des in Artikel 21 des Dekrets erwähnten Prozentsatzes der Übertragung der Kosten auf die Benutzer, und über die Einhaltung durch die Gemeinde oder Gemeindevereinigung der Regeln in Sachen öffentliche Aufträge angenommen oder verweigert.

Der Zuschuss bezüglich der von einer Gemeindevereinigung durch Vollmachterteilung oder Entbindung durchgeführten Aktionen wird unmittelbar der Gemeindevereinigung ausgezahlt, insofern diese ausdrücklich ermächtigt ist, ihn zu beziehen. Sie wird um den Anteil gekürzt, der der Gemeinde zukommt, die den in dem vorliegenden Erlass erwähnten Verpflichtungen nicht nachgekommen ist.

KAPITEL VI — Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

Art. 21 - Die Artikel 17 bis 25 und 35 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. April 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen werden außer Kraft gesetzt.

In Abweichung von Absatz 1 werden die vor dem 1. Januar 2009 durchgeführten bezuschussbaren Aktionen und die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses zu Lasten des Haushalts festgelegten Zuschüsse weiterhin durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. April 1998 über die Gewährung von Zuschüssen an die untergeordneten Behörden in Sachen Vermeidung und Bewirtschaftung von Abfällen geregelt.

Art. 22 - Der Zuschuss der in Artikel 13 erwähnten Aktionen tritt an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.

Die in Artikel 12, 5° erwähnten Aktionen sind ab dem 1. Juli 2008 bezuschussbar.

Art. 23 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2007 zur Finanzierung der Abfallbewirtschaftungsanlagen wird ein Punkt 10 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"10° PMK: Verpackungsabfälle, die aus Kunststoffflaschen und -flakons, Metallverpackungen und Getränkekartons bestehen."

In Artikel 7, § 2, a) desselben Erlasses wird das Wort "dreizehn" durch das Wort "vierzehn" ersetzt, in Punkt 8 das Wort "wiederverwertbare" vor das Wort "Kunststoffe" gesetzt und ein Punkt 17 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"17: PMK-Abfälle."

Art. 24 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juli 2008.

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 2773

[2008/202934]

17 JULI 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van toelagen voor afvalpreventie en -beheer aan de ondergeschikte besturen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 6, 16, 21, 27 en 28;

Gelet op het decreet van 28 mei 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 april 1998 betreffende de verlening van toelagen voor afvalpreventie en -beheer aan de ondergeschikte besturen;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 mei 2006 en 18 maart 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 juni 2006;

Gelet op het advies van de Afvalcommissie, gegeven op 6 juli 2006;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 21 september 2006;

Gelet op het advies 43.382/2/V van de Raad van State, gegeven op 28 augustus 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemeenheden

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° afval : afval zoals omschreven in het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

2° gebruiker : gezin dat afval voortbrengt en in aanmerking komt voor de door de gemeente verleende afvalbeheersdienst;

3° vrijwillige aanvoerruimtes : vaste inzamelpunten, met uitzondering van de containerparken;

4° PMC : 4° PMD's : verpakkingsafval bestaande uit kunststofflessen en -flesjes, metaalverpakking en drankkartons;

5° ambtenaar-vaststeller : ambtenaar aangewezen door de gemeenteraad, met inbegrip van de ambtenaar voorgedragen door de intercommunale waaraan de gemeente een gedeelte of het geheel van het afvalbeheer heeft toevertrouwd, met het oog op de vaststelling van milieuovertredingen en die voldoet aan de voorwaarden van het decreet van 28 mei 2008 betreffende de opsporing, de vaststelling, de vervolging en de beteugeling van milieuovertredingen en de herstelmaatregelen inzake leefmilieu;

6° milieuovertreding : feit dat aan de basis ligt van een overtreding van de wetten en decreten inzake het leefmilieu, en gedeeltelijk of geheel gewraakt bij wege van gemeentelijk reglement;

7° Minister : de Minister die voor het Afvalbeleid bevoegd is;

8° decreet : decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

9° "dienst" : de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen), zoals bedoeld in het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

HOOFDSTUK II. — Voorwaarden tot toekenning van de toelagen

Art. 2. Alleen de behoorlijk gemandateerde gemeenten en verenigingen van gemeenten kunnen in aanmerking komen voor de toelagen die het voorwerp van dit besluit uitmaken.

Art. 3. De gemeente bezorgt de Dienst jaarlijks de elementen en bewijsstukken waaruit blijkt dat artikel 21 van het decreet werd nageleefd, net zoals de maatregelen die ter uitvoering ervan voor het komende boekjaar zijn genomen.

Art. 4. De gemeente, of de vereniging van gemeenten waarvan ze lid is, organiseert uit eigen initiatief de toegang van haar burgers tot een containerpark of heeft de vaste toelagebelofte van de Minister voor een dergelijke infrastructuur gekregen.

Het (bestaande of in project zijnde) containerpark bedoeld in het eerste lid laat de selectieve inzameling van minstens veertien van de volgende categorieën afval toe :

1° inerte afval;

2° grof huisvuil;

3° afval van elektrische of elektronische uitrustingen, afgekort AEEU;

4° groenafval;

5° houtafval;

6° papier en karton;

7° kleurglas en wit glas;

8° recycleerbare kunststoffen;

9° PMD's;

- 10° textiel;
- 11° metalen;
- 12° afgewerkte voedingsoliën en -vetten;
- 13° de andere afgewerkte oliën dan die bedoeld sub 11;
- 14° batterijen;
- 15° bijzondere huisafval :
- 16° asbest-cementafval;
- 17° banden.

De gebruikers hebben gratis toegang tot alle containerparken beheerd door hun gemeente of door de vereniging van gemeenten waarvan hun gemeente lid is. De gebruikers afkomstig van het grondgebied van een vereniging van gemeenten hebben toegang tot de containerparken van een andere vereniging van gemeenten en de kostprijs van de door de dienstverlener verleende dienst wordt vooraf gedekt door de gemeente waarvan ze afkomstig zijn, door henzelf of krachtens elke andere overeenkomstbepaling.

Art. 5. § 1. De gemeente of de vereniging van gemeenten waarvan ze lid is bezorgt de Dienst vóór 30 juni van het jaar na het betrokken boekjaar :

- 1° de gegevens betreffende de statistieken per gemeente, naar het model opgemaakt door de Dienst;
- 2° de gegevens betreffende het aantal glascontainers, het aantal glaszamelpunten en de ingezamelde hoeveelheden glas.

§ 2. De gemeente bezorgt de Dienst vóór 30 juni van het jaar na het betrokken boekjaar :

- 1° de gegevens betreffende de hoeveelheden ingezameld in de gemeentelijke containerparken die niet opgenomen zijn in een gemutualiseerd netwerk dat door een vereniging van gemeenten beheerd wordt;
- 2° het gemeentelijk politiereglement dat op afval toepasselijk is, wanneer het is gewijzigd.

Art. 6. De gemeente of de vereniging van gemeenten waarvan ze lid is bezorgt de Dienst uiterlijk 30 september van het jaar na het betrokken boekjaar het jaarverslag dat aan de algemene vergadering van de vereniging van gemeenten gericht wordt.

Art. 7. Indien de gemeente lid is van een vereniging van gemeenten maakt de vereniging van gemeenten een afschrift van haar strategisch huisafvalbeheersplan binnen twee maanden na goedkeuring ervan aan de Dienst over.

Art. 8. De gemeente of de vereniging van gemeenten waarvan ze lid is neemt de nodige maatregelen opdat de afval hergebruikt zou worden, desgevallend door de verenigingen en vennootschappen met een maatschappelijk doel bedoeld in artikel 6, § 5, van het decreet, en geeft de Dienst kennis van die maatregelen.

Art. 9. De gemeente of de vereniging van gemeenten waarvan ze lid is verbindt zich ertoe :

1° de aan de terugnameplicht onderworpen afval aan te nemen onder de voorwaarden die in de regelgeving en de milieuovereenkomsten vastliggen of krachtens andere desbetreffende verplichtingen of overeenkomsten, en van de persoon die aan de terugnameplicht onderworpen is of aan de instelling die het beheer van de terugnameplicht voor haar rekening waarneemt, een prijs te vorderen die de investerings- en werkingskosten van de gesubsidieerde installatie i.v.m. het beheer van die afval dekt en jaarlijks aan het Gewest het gedeelte van het bedrag terug te betalen dat overeenstemt met de gewestelijke toelagen en tegemoetkomingen voor de installatie, met inachtneming van de modaliteiten bepaald door de Regering;

2° toe te zien op de goede uitvoering van de opdrachten die door het Gewest toegewezen worden of geheel of gedeeltelijk door hem gesubsidieerd worden en die betrekking hebben op de inzameling van bepaalde stromen huisafval volgens de door de Dienst vastgelegde bepalingen. Het toezicht houdt in dat het Gewest ingelicht moet worden over de kwaliteit van de verleende dienst en dat controle uitgevoerd moet worden op de juistheid van de gewichten vermeld op de afvalafvoerbrieven.

Art. 10. De gemeente neemt een reglement inzake de afvalinzameling aan waarvan ze haar burgers regelmatig kennis geeft, overeenkomstig artikel 21 van het decreet.

Dat reglement bepaalt voor het overige dat :

1° de afval waarvoor een selectieve huis aan huis ophaal op het gemeentelijke grondgebied georganiseerd wordt liefst niet met bruto afval gemengd wordt;

2° de landbouwers en landbouwbedrijven hun gevaarlijke verpakkingen op de daartoe bestemde inzamelpunten moeten afgeven of dat ze een beroep moeten doen op een erkende ophaler;

3° de geneesheren, tandartsen, veeartsen en thuiszorgverleners van de gemeente gebruik moeten maken van een hergroeperingscentrum of een beroep moeten doen op een erkende ophaler om zich te ontdoen van hun ziekenhuis- en gezondheidszorgafval van klasse B2 in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 30 juni 1994 betreffende de ziekenhuis- en gezondheidszorgafval.

Art. 11. De gemeente of de vereniging van gemeenten waarvan ze lid is, ontwikkelt preventie- en hergebruiksacties voor de afval uit haar eigen activiteiten, o.a. door het opnemen van milieuclausules in haar overheidsopdrachten van werken, leveringen en/of diensten. Ze geeft de Dienst uiterlijk 30 juni kennis van die acties.

HOOFDSTUK III. — *Voorwerp van de toelagen*

Art. 12. Binnen de budgettaire mogelijkheden van de Dienst kan een toelage verleend worden voor :

1° de organisatie van één of meer bewustmakings-, informatie- en actiecampagnes inzake huisafvalpreventie. Vanaf 1 januari 2009 moeten die campagnes gevoerd worden in het raam van de door de Minister bepaalde richtsnoeren inzake afvalpreventie en communicatie en in onderlinge overeenstemming georganiseerd worden op het gezamenlijke Waalse grondgebied. De campagneprojecten worden uiterlijk 31 december van het jaar vóór de uitvoering ervan of, in de loop van het boekjaar, uiterlijk twee maanden vóór de uitvoering ervan aan de Dienst meegegeed vooraleer ze uitgevoerd worden naar het model dat door de Dienst bepaald wordt. Er wordt geen toelage verleend voor de totstandbrenging van preventiemiddelen indien soortgelijke of gelijkwaardige middelen op gewestelijk niveau beschikbaar zijn;

2° de selectieve huis aan huis ophaal van het organische gedeelte van de huisafval dat voor hergebruik bestemd is, overeenkomstig de kwaliteitsvereisten aanbevolen door de exploitant van de recyclingseenheid met het oog op een toepassing in de land-, tuin-, wijn-, bosbouw of groenteteelt en voor zover die toepassing gerealiseerd wordt. De ophaal van tuin- of groenafval valt niet onder deze bepaling;

3° de selectieve huis aan huis ophaal van papierafval met het oog op het hergebruik ervan, met uitzondering van verpakkingsafval, voor zover die ophaal minstens zes keer per jaar georganiseerd wordt, samen met de ophaal van de afval van verpakkingspapier en -karton, of, met het voorafgaand akkoord van de Minister van Leefmilieu, de selectieve ophaal door vrijwillige aanvoer indien de inzameling van huisafvalverpakkingen via vrijwillige aanvoerruimtes georganiseerd wordt;

4° de ophaal, het hergebruik en de energetische valorisatie van ongevaarlijke plastic afval uit de landbouw, voor zover de ophaal minstens één keer per jaar over een periode van één week georganiseerd wordt of, mits voorafgaand advies van de Dienst, via een inzameling met een gelijkwaardig effect;

5° de selectieve ophaal van asbest-cementafval, voor zover hij in een vergunde en gecontroleerde ruimte georganiseerd wordt, volgens modaliteiten waarmee de Dienst vooraf heeft ingestemd.

Art. 13. Binnen de perken van de beschikbare kredieten kan een toelage verleend worden voor de indienstneming of de handhaving van ambtenaren-vaststellers die uitsluitend voor de vaststelling van milieuovertredingen aangesteld worden, voor zover de volgende bijkomende voorwaarden vervuld zijn :

1° de gemeenten beschikken over een politiereglement dat bepaalt welke milieuovertredingen door de gemeente gestraft worden en voorziet in de toepassing van het tarief van de administratieve boetes dat op gewestelijk niveau vastgelegd wordt;

2° er wordt een actieplan ter bestrijding van de milieuovertredingen door de gemeenten opgemaakt en ten uitvoer gebracht. In dat kader organiseren ze o.a. één of regelmatige campagnes ter voorkoming van en bewustmaking voor milieuovertredingen betreffende afval en milieuvriendelijkheid, met inachtneming van de strategische richtsnoeren die desgevallend door de Minister bepaald worden;

3° het tarief van de boetes bedoeld in punt 1 wordt door de gemeenten zichtbaar aangeplakt op hun grondgebied. De aanplakmodaliteiten, met inbegrip van de vermeldingen die op de aanplakking moeten voorkomen, worden nader bepaald door de Minister.

De gemeenten richten hun aanvraag uiterlijk 30 september van het vorige jaar aan de Minister, samen met het actieplan bedoeld in punt 2 en met het politiereglement bedoeld in punt 1. Op grond van het verslag van de Dienst kan de Minister hen een vaste subsidiebelofte toekennen. De beslissing wordt betekend binnen een termijn van negentig werkdagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de aanvraag, en vermeldt het maximumbedrag van de toelage dat hen toegekend mag worden. Bij gebrek aan betekening binnen die termijn is de actie niet subsidieerbaar.

HOOFDSTUK IV. — *Bedrag van de toelagen*

Art. 14. De toelage voor de campagnes bedoeld in artikel 12, 1°, bedraagt maximum 1 euro per inwoner en per jaar, zonder 75 % van de door de gemeente of de vereniging van gemeenten gedragen kosten van de preventiecampagne(s) te overschrijden.

De helft van die toelage is bestemd voor acties die op gewestelijk niveau beslist en uitgevoerd worden; de andere helft is bestemd voor de kosten van de campagnes die de verenigingen van gemeenten in overleg met het Gewest organiseren.

De personeelskosten zijn subsidieerbaar ten belope van maximum 50 % van de kosten van de campagnes, voor zover het personeel daadwerkelijk voor preventieacties aangesteld is, hetgeen uit bewijsstukken moet blijken.

Het bedrag van de toelage wordt berekend overeenkomstig de bepalingen hierboven en met 10 % verhoogd voor de gemeenten die een plaatselijk Agenda 21 hebben aangenomen.

De toelage wordt berekend op basis van het cijfer van de rechtsbevolking, vastgelegd door de Federale Minister van Economische Zaken, op 1 januari van het jaar waarin de actie is verwezenlijkt.

Art. 15. De toelage voor de acties bedoeld in artikel 12, 2°, bedraagt 32,5 euro per ton die selectief ingezameld wordt met inachtneming van de kwaliteitsvereisten bedoeld in die bepaling.

Art. 16. Het bedrag van de toelage voor de acties bedoeld in artikel 12, 3°, komt overeen met de reële kostprijs van de inzameling en de recycling van de papierafval die niet onder de terugnameplicht valt. Het bedrag van de toelage wordt verminderd naar rato van de winst die eventueel voortkomt uit de verkoop van de papierafval en verhoogd naar rato van de kostprijs van de verkoop van de papierafval.

De reële kostprijs bedoeld in het eerste lid wordt berekend met inachtneming van het percentage verpakkingsafval bepaald door de Interregionale verpakkingscommissie en zonder rekening te houden met de hoeveelheid papierafval die in het kader van elke terugnameplicht onder een terugnameplicht valt.

Art. 17. Het bedrag van de toelage voor de acties bedoeld in artikel 12, 4°, komt overeen met de reële kostprijs van de inzameling, recycling en valorisatie en mag niet hoger zijn dan 1.500 euro per jaar en per gemeente.

Art. 18. De toelage voor de acties bedoeld in artikel 12, 5°, bedraagt 50 % van de kostprijs van de inzameling, de eventuele hergroepering en de wegwerping van de asbest-cementafval die uitsluitend uit de gewone activiteit van de gezinnen voortkomt.

- Art. 19.** De toelage voor de acties bedoeld in artikel 13 bedraagt 20.000 euro per voltijds equivalent en maximum
- 1° 20.000 euro voor de gemeenten met minder dan 10 000 inwoners;
 - 2° 40.000 euro voor de gemeenten met 10 000 tot minder dan 25 000 inwoners;
 - 3° 60.000 euro voor de gemeenten met 25 000 inwoners en meer.

Voor de berekening van de toelage wordt het op 1 januari van het betrokken boekjaar vastgelegde aantal inwoners in de vorm van inwoners-equivalent berekend als volgt :

- 1° persoon ingeschreven in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente : één inwoner-equivalent;
- 2° student die niet in de gemeente woonachtig is en wiens woning bij de gemeente aangegeven is : 0.5 inwoner-equivalent;
- 3° bewoners van een tweede huis : één inwoner-equivalent per tweede huis;
- 4° toeristen : één inwoner-equivalent per bed aangegeven bij het commissariaat-generaal voor toerisme.

Indien een gemeente tegemoetkomingen geniet voor de bevordering van de tewerkstelling in het raam van de acties bedoeld in artikel 13, worden de in dit artikel bedoelde bedragen naar rato van die tegemoetkomingen verminderd.

HOOFDSTUK V. — *Procedure tot aanvraag en toekenning van de toelagen*

Art. 20. § 1. De gemeente of de vereniging van gemeenten richt uiterlijk 30 september van het jaar na het jaar waarin de subsidieerbare acties verwezenlijkt worden een aanvraag om toelagen aan de Minister.

De aanvraag om toelagen bevat minstens een aangifte van schuldvordering, de facturen alsook de desbetreffende bewijsstukken, de machtigingen of akten tot eventuele onttrekking ten voordele van de vereniging van gemeenten en het formulier met de voorafgaandelijke voorwaarden tot toekenning van toelagen, opgemaakt door de Dienst en behoorlijk ingevuld door de aanvrager van de toelage. Indien het dossier op de datum 30 september onvolledig is of na de datum 30 september ingediend wordt, waarbij de postdatum bewijskracht heeft, wordt het bedrag van de toelage verminderd met 10 % per achterstallig kwartaal.

Voor de toelagen bedoeld in artikel 12, 1°, bevat de aanvraag bovendien een beoordeling van de acties die overeenkomstig het door de Dienst bepaalde model gevoerd worden.

Voor de toelagen bedoeld in artikel 13, bevat de aanvraag bovendien een activiteitenverslag betreffende de opdrachten vervuld door de gesubsidieerde ambtenaar, waarin melding wordt gemaakt van het aantal uitgevoerde vaststellingen en transacties, van het gevolg dat aan de processen-verbaal en aan het actie- en bewustmakingsplan gegeven wordt.

§ 2. De toelage wordt geheel of gedeeltelijk aanvaard of geweigerd op basis van het door de Dienst opgemaakte verslag over de goede uitvoering van de acties, de naleving van de bij dit besluit gestelde voorwaarden, o.a. het in artikel 21 van het decreet bedoelde percentage van afwenteling van de kosten op de gebruikers, en de naleving van de regels inzake de overheidsopdrachten door de gemeente of de vereniging van gemeenten.

De toelage betreffende de acties die door een vereniging van gemeenten door machtiging of onttrekking uitgevoerd worden, wordt rechtstreeks aan de vereniging van gemeenten betaald voor zover ze uitdrukkelijk gemachtigd is om ze te innen. Ze wordt verminderd met het deel bestemd voor de gemeente die niet voldaan heeft aan de verplichtingen bedoeld in dit besluit.

HOOFDSTUK VI. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 21. De artikelen 17 tot 25 en 35 van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 1998 betreffende de verlening van toelagen voor afvalpreventie en -beheer aan de ondergeschikte besturen worden opgeheven.

In afwijking van het eerste lid blijven de subsidieerbare acties die vóór 1 januari 2009 verwezenlijkt worden en de toelagen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit vastgelegd worden onder het toepassingsgebied van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 1998 betreffende de verlening van toelagen voor afvalpreventie en -beheer aan de ondergeschikte besturen.

Art. 22. De subsidiëring van de acties bedoeld in artikel 13 treedt in werking op de datum die door de Regering bepaald wordt.

De acties bedoeld in artikel 12, 5°, zijn subsidieerbaar vanaf 1 juli 2008.

Art. 23. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2007 betreffende de financiering van de afvalbeheersinstallaties wordt aangevuld met een punt 10, luidend als volgt :

"10° PMD's : verpakkingsafval bestaande uit kunststofflessen en -flesjes, metaalverpakking en drankkartons."

In artikel 7, § 2, a), van hetzelfde besluit wordt het woord "dertien" vervangen door het woord "veertien"; wordt in punt 8 het woord "kunststoffen" door het woord "recycleerbare" voorafgegaan en wordt een punt 17 ingevoegd, luidend als volgt :

"17° PMD's."

Art. 24. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN